



Nouvelle lecture de l'histoire suisse (III)

La politique, c'est l'économie!

par Alec Plaut

Dans ce dernier volet, Alec Plaut, après avoir traité des raccourcis et des déformations de la «Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses», puis de l'or allemand et de l'or allié, met en relief quelques aspects peu connus des relations entre la politique étrangère et les problèmes intérieurs suisses¹.

On a dit de la Suisse qu'elle n'avait plus de politique étrangère depuis Mariagnan (1515). La formule est par trop simple. La politique extérieure d'un Etat ne se limite pas à la conclusion d'alliances politiques ou militaires (que notre statut de neutres nous interdit).

Sans politique étrangère nous n'existerions plus. Les Radicaux l'ont bien compris qui – au lendemain de la crise du «Sonderbund» (1847) – parvinrent à imposer leur volonté centralisatrice en la

Ayant lu à ce propos la Nouvelle histoire, puis relu La Suisse de l'entre-deux-guerres de Roland Ruffieux, beaucoup plus détaillée, nous avons découvert le volume «1930-1933» des Documents diplomatiques suisses²: près de mille pages qui contiennent également des pièces d'archives de l'ensemble de l'administration centrale et des procès-verbaux de séances du Conseil fédéral. C'est souvent passionnant! L'équipe de chercheurs a forcément fait un choix: elle a écarté ceux des rapports de nos diplomates qui n'apportent rien de substantiellement nouveau, pour mettre en exergue «l'économique».

Certes, à l'époque, Giuseppe Motta était fort connu sur le plan international par ses discours à la Société des Nations. Mais au sein du collège gouvernemental, son rôle était plutôt effacé.

A la lecture des Documents, on constate que deux fortes personnalités occupaient les postes-clés à Berne. Le radical Edmund Schulthess, patron de l'Economie publique de 1912 à 1935, et Jean-Marie Musy, catholique, chef des Finances fédérales de 1919 à 1934. Schulthess était proche de notre industrie exportatrice, mais n'en oubliait pas pour autant les intérêts – fort bien défendus sur le plan fédéral – de notre agriculture. Les salariés, tout particulièrement les chômeurs, trouvaient également en lui un interlocuteur attentif et sensible. C'était un personnage réaliste, pragmatique. Pour en faire le tour, le lecteur devrait également lire le tome 6 des Documents (1914-1918).

Tout autre était Musy: son objectif premier était de maintenir en équilibre les finances fédérales. Gardien vigilant d'une politique déflationniste, c'était aussi un anticommuniste doctrinaire. Cela le rapprochait dangereusement des fascistes voisins après son départ du Conseil fédéral. A l'époque qui nous intéresse ici, son idéologie l'opposait au réalisme de Schulthess. Les Documents font apparaître de nombreuses discussions entre les deux hommes qu'une vive hostilité personnelle opposait en plus de leurs vues totalement divergentes au sujet des solutions à trouver aux problèmes économiques et financiers concrets. Nous allons donner deux exemples de conflits entre les deux hommes. L'un a trait à nos rapports avec l'URSS, l'autre concerne une aide financière à l'Autriche.

Petite guerre...

Nous n'entretenions plus, depuis mars 1919, de relations diplomatiques avec l'URSS. Et lorsqu'une Cour d'assises lausannoise acquitta l'assassin suisse d'un diplomate soviétique, ce fut dès 1923 comme une petite guerre froide entre les deux Etats. Grâce à une série de médiations (SDN obligé) on parvint, le 14 avril 1927, à un accord annulant réciproquement diverses mesures prises depuis cet assassinat. Mais le climat demeurait très glacé, les échanges commerciaux réduits. Or, en automne 1932, la Société suisse des constructeurs de machines en appelle à

Berne: de plus de 60 000 salariés, elle a passé à 43 000, dont plus de la moitié travaillent à horaire réduit. Et la situation tend à empirer. Or, l'URSS est pratiquement le seul pays en voie d'industrialisation qui achète en particulier des machines-outils. On demande que la division du commerce du DEP soit autorisée à entrer en négociations directes avec l'URSS. On réclame en outre une garantie fédérale des risques à l'exportation. La Ville et le canton de Zurich («Triangle d'Or») seraient prêts à y participer.

Sourde aux convictions

Schulthess est partisan d'une ouverture – essentiellement commerciale – vers la Russie des Soviets. Son chef de la division du commerce depuis 1925, Walter Stucki (auquel le Conseil fédéral confèrera exceptionnellement le titre de ministre, comme son successeur lointain Paul Jolles, porte aujourd'hui celui de secrétaire d'Etat, ce qui démontre à l'évidence la primauté de la politique économique), l'appuie. M. Motta ne dit pas non: il estime que les besoins de notre industrie sont prioritaires et met une sourdine à ses convictions anticommunistes. Comme dans le camp catholique, les radicaux sont également divisés: Marcel Pilet-Golaz s'oppose à son coreligionnaire politique Schulthess pour des motifs idéologiques. Il rejoint donc Musy. Et c'est ce camp qui l'emporte, on fait pratiquement capoter le projet du DEP.

En 1932 également, le Conseil fédéral doit décider s'il veut ou non participer à une nouvelle aide multilatérale à sa voisine autrichienne. C'est Musy qui – contrairement à son sens inné de l'économie s'engage à fond pour une participation suisse: l'Autriche est indispensable à l'équilibre international comme à l'indépendance de la Suisse. Schulthess est d'abord contre une aide: depuis douze ans, ce pays vit d'aides et de crédits, l'Autriche n'est «pas viable». Les grandes puissances n'ont rien fait pour y créer un régime économique solide, elles ont donné de l'argent, cela n'a servi à rien. L'Autriche n'achète plus guère chez nous, parce qu'elle n'en a pas les moyens. Mais devant l'attitude de la majorité de ses collègues, Schulthess paraît céder. A condition que l'aide soit fort limitée et que les prescriptions du clearing soient respectées. Le «Vorort» intervient pour réclamer la défense des (nombreux) créanciers suisses de l'Autriche. Le Crédit Suisse fait de même.



Vers 1930, le style violent de la propagande politique: une affiche de l'Union de défense économique (UDE), à Genève.

Motta regrette que le Département Schulthess traite directement avec la légation suisse à Vienne sans l'en informer. Et le DEP propose – puisque aide il y aura – d'en affecter une partie au rachat et à la destruction de métiers à broder du Vorarlberg qui font une concurrence détestable à la broderie saint-galloise. Cette dernière, grâce à une aide fédérale de 2000 francs par métier, en a déjà réduit le nombre de 5000 à 1600... Le 26 janvier 1933 – Hitler sera chancelier d'Allema-



L'UDE fusionna en 1932 avec l'Ordre politique national de Georges Oltramare, formant ainsi la plus forte organisation fasciste de Suisse romande, l'Union Nationale.

gne quatre jours plus tard – le Conseil fédéral décide de participer à l'aide, «à condition que l'accord sur la broderie soit conclu et ratifié de part et d'autre». Schulthess a tout de même obtenu l'essentiel...

Au loin les principes...

Et Musy? Ce déflationniste convaincu a défendu, six mois durant, un projet contraire à ses principes financiers. Le professeur Jean-Claude Favre – qui a dirigé l'équipe de chercheurs de ce tome – est personnellement convaincu que Musy était en liaison avec des personnalités du parti chrétien-social autrichien. Il pense par ailleurs qu'il reste encore beaucoup à «creuser» dans cette affaire: en ce qui concerne les liens par l'entremise de la hiérarchie de l'Eglise, par exemple. Le tome 1933-1936 des Documents (à paraître) nous fera découvrir des aspects plus franchement déplaisants de Musy...

Les deux exemples de politique économique et financière présentés ici ne forment qu'une mini-partie de ce que ce volume nous permet de découvrir. Qu'il s'agisse du régime des zones ou de la convocation d'une conférence de désarmement, des persécutions religieuses en URSS ou des discours de Mussolini, de l'irréductibilité au Tessin ou des activités fascistes du colonel Fonjallaz et de cinquante autres sujets tout aussi passionnants: ces pages se lisent comme un bon roman. Leur lecture contribuera, on l'espère, à corriger de nombreuses idées reçues.

FIN

¹ Pour les deux précédents articles, voir «Construire» no 36 du 7 septembre et no 37 du 14 septembre.
² Tous deux aux Editions Payot.
³ Editions Benteli, Berne. 15 volumes, de 1848 à 1945; 4 volumes parus à ce jour.

Repères

La lecture de la Nouvelle histoire vous donne envie d'en savoir plus long sur la période 1914-1945? Alors, voici quelques indications.

Handbuch der Schweizer Geschichte, tome 2, pages 1125 à 1254 (Berichthaus, Dr. C. Ulrich, Zurich).

Edgar Bonjour: Histoire de la neutralité suisse, tomes 3 à 9 (La Baconnière, Neuchâtel).

Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik (Paul Haupt, Berne).

Documents diplomatiques suisses, t. 10 (Benteli, Berne). Les t. 11 à 15 vont paraître jusqu'en 1988.

Roland Ruffieux: La Suisse de l'entre-deux-guerres (Payot, Lausanne).

Daniel Bourgeois: Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941 (La Baconnière, Neuchâtel).

Die unheimlichen Patrioten (Limmat Verlag, Zurich).

Werner Rings: La Suisse en guerre 1933-1945 (Ex Libris, Lausanne).

Pierre Luciri: Le prix de la neutralité (HEI-Press, 4, Genève). Ouvrage fouillé sur la diplomatie secrète de la Suisse en 1914-1915.

Daniel Bourgeois: Affaires d'affaires et politique étrangère suisse à l'époque des

Quelques lectures utiles

fascismes est paru dans «Relations Internationales», mais 1974 (HEI, Genève).

Dans la même revue trimestrielle (été 1982), de Marco Durrer: «Les négociations économiques entre Alliés et Suisses à la veille de la défaite du Troisième Reich». (A paraître, du même auteur: «Les relations financières entre les Etats-Unis et la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale» (en allemand d'abord).

Dans «Etudes et Sources» (une publication des Archives fédérales suisses, à Berne, qui paraît une fois l'an), nous avons trouvé deux travaux importants (no 4/1978):

Daniel Bourgeois: «L'image allemande de Pilet-Golaz, 1940-1944», et **Oscar Gauye: «Le Général Guisan et la diplomatie suisse, 1940-1941»**. Cette étude richement documentée tend à prouver (entre autres choses) que M. Bernard Barbey, chef de l'EM personnel du général, fut bien l'auteur-réducteur d'une lettre personnelle et secrète (à J. discutée par la suite) adressée au chef du DMF, Rudolf Minger.

Armée et Foyer: nous avons fait allusion à des «textes antidémocratiques voire antisémites», propagés par cette section de l'Adjudance générale de l'Armée. On trouvera les premiers dans Penser Suisse, un volume publié par ses soins en février 1941. Voir la conférence de Gonzague de Reynold: «Qu'est-ce que la Suisse?», et «La Révolution européenne». En ce qui concerne l'antisémitisme, voir l'article que la «Revue Suisse d'Histoire», no 2/1982 (Schwabe & Co., Bâle), consacre au troisième «Plan de causerie d'éducation nationale» sur «La Société suisse». Un texte tel que le Dr. Rothmund, chef de la Police des étrangers – qui n'était pas un grand ami des Juifs – monta sur les barricades pour les défendre!

La Ligue du Gothard n'admettait pas de Juifs: voir à ce propos les nos 26, 28, 29, 30 et 52/1944 de la «Revue Juive», un hebdo paraissant à Zurich.

En ce qui concerne le jugement de M. Jost sur Ramuz, on lira inégalement dans «Lettres à Denis de Rougemont, dans «Esprit», revue internationale», no 61 du 1er octobre 1937, et aussi les «Réflexions», de Ramuz, parues dans «La Voile latine», printemps 1906 (Genève). On verra que Jost tronque le texte de Ramuz, dont les idées n'ont strictement rien à voir avec les années 1930, puisque, depuis 1906, elles n'ont guère changé.